

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Secrétariat Général  
5, Avenue Henry Le Chatelier  
91120 – PALAISEAU

Objet de la consultation :  
**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE LA BIBLIOTHEQUE DE  
L'ENSAI – CAMPUS DE KER LANN – 51 rue Blaise Pascal –  
35 170 BRUZ**

Marché à procédure adaptée passé en application des articles R2123-1 et suivants du code de la  
commande publique

référence à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-TVX

Référence de publication : **GENES2025-P05**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	6
1.2 LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
1.3 FORME DU MARCHÉ .....	6
1.4 ALLOTISSEMENT .....	6
1.5 PHASAGE .....	6
1.6 TRANCHES OPTIONNELLES .....	6
1.6.1 CONDITIONS D'AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES.....	6
1.6.2 DELAIS D'AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1.6.3 NON AFFERMISSEMENT ET RETARD DANS L'AFFERMISSEMENT DES TRANCHES OPTIONNELLES .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ARTICLE 2. REPRÉSENTATION DES PARTIES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3. MONTANT DU MARCHÉ.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>7</b>
4.1 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION .....	7
4.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	7
<b>ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6. PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7. INTERVENANTS EXTERNES .....</b>	<b>8</b>
7.1 MAITRISE D'ŒUVRE .....	8
7.2 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER.....	9
7.3 CONTROLE TECHNIQUE.....	9
7.4 HYGIENE ET SECURITE .....	9
<b>ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9. ORDRES DE SERVICES .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10. ÉTUDES D'EXECUTION .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12. MODALITES, FORMATS ET CARACTERISTIQUES DES DOCUMENTS.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13. MODIFICATIONS DU MARCHE ET TRAVAUX MODIFICATIFS.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 14. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15. PENALITES ET RETENUES .....</b>	<b>11</b>
15.1 PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXECUTION .....	12
15.2 PÉNALITÉS POUR ABSENCE AUX RÉUNIONS DE CHANTIER .....	12
15.3 PÉNALITÉ POUR RETARD DANS LA REMISE DES PIÈCES INCOMBANT À L'ENTREPRISE .....	12
15.4 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	12
15.5 PENALITE POUR LA NON EVACUATION DES DECHETS ET/OU LA MISE EN COMMUNE DES	

BENNES DE CHANTIER.....	12
15.6 PENALITES POUR RETARD DANS LE REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	13
15.7 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION.....	13
15.8 PENALITES POUR NON MISE EN APPLICATION DES CONSIGNES DONNEES PAR LE COORDONNATEUR S.P.S .....	13
15.9 PENALITE RELATIVE A LA NON REMISE HEBDOMADAIRE DES BORDEREAUX DE DECHETS (BSD ET BSDA).....	13
15.10 PENALITES POUR ABSENCE DE BADGE.....	13
15.11 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL .....	13
15.12 PENALITES POUR INFRACTIONS AUX DISPOSITIONS DE SECURITE.....	13
<b>ARTICLE 16. PRIX ET VARIATION DES PRIX.....</b>	<b>14</b>
16.1 ACTUALISATION DES PRIX .....	14
16.2 DECOMPOSITION OU SOUS-DETAIL SUPPLEMENTAIRE.....	15
16.3 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER.....	15
<b>ARTICLE 17. CONDITIONS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>17</b>
17.1 AVANCE .....	17
17.1.1 MODALITES DE REGLEMENT DE L'AVANCE.....	17
17.1.2 MODALITES DE RESORPTION DE L'AVANCE .....	17
17.2 RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
17.3 DEMANDES DE PAIEMENT .....	17
17.3.1 DEMANDE DE PAIEMENT D'ACOMPTES.....	17
17.3.2 DEMANDE DE PAIEMENT FINALE.....	18
17.3.3 ADRESSE OU LES DEMANDES DE PAIEMENT DOIVENT S'EFFECTUER.....	18
17.3.4 PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS AYANT DROIT AU PAIEMENT DIRECT.....	18
17.4 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES .....	18
17.5 REGLEMENT DES PRIX DES OUVRAGES OU DES TRAVAUX NON PREVUS .....	19
17.6 MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION .....	19
<b>ARTICLE 18. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE.....</b>	<b>20</b>
18.1 RETENUE DE GARANTIE.....	20
18.2 ASSURANCES.....	20
18.2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE .....	20
18.2.2 DISPOSITIONS DIVERSES.....	22
<b>ARTICLE 19. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>22</b>
19.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	22
19.2 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	23
19.2.1 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES SUR LE CHANTIER.....	23
19.2.2 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES EN AMONT DU CHANTIER.....	23

<b>ARTICLE 20. IMPLANTATION DES OUVRAGES - PIQUETAGE .....</b>	<b>23</b>
20.1 IMPLANTATIONS DES OUVRAGES .....	23
20.2 PIQUETAGE GENERAL .....	23
20.3 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.....	23
<b>ARTICLE 21. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>24</b>
21.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	24
21.2 DECOUVERTE DE RESEAUX MAL CONNUS OU MAL REPERTORIES .....	24
21.3 MESURE D'ORDRE SOCIAL – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE .....	24
21.4 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS .....	25
21.4.1 EMBLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	25
21.4.2 LABORATOIRE ET BUREAU DU CHANTIER.....	25
21.4.3 EMBLEMENTS GRATUITS POUR DEPOTS PROVISOIRES DE DEBLAIS OU DE TERRE VEGETALE .....	25
21.4.4 MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE .....	25
21.5 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (SPS).....	26
21.5.1 PRINCIPES GENERAUX .....	26
21.5.2 AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS .....	26
21.5.3 MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS.....	26
21.5.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	26
21.5.5 PLAN GENERAL DE COORDINATION.....	27
21.5.6 OBLIGATION DU TITULAIRE VIS A VIS DE SES SOUS-TRAITANTS.....	27
21.6 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	27
21.6.1 PRINCIPES GENERAUX : .....	27
21.6.2 CONTROLE ET SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER.....	27
<b>ARTICLE 22. CONTROLES, RÉCEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIE .....</b>	<b>28</b>
22.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX .....	28
22.2 RECEPTION DES TRAVAUX.....	28
22.3 LEVEES DE RESERVES.....	28
22.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	28
22.5 GARANTIE(S) .....	28
22.6 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	29
<b>ARTICLE 23. RÈGLEMENT INTERIEUR.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 24. NANTISSEMENT.....</b>	<b>29</b>
24.1 ATTESTATIONS DE RÉGULARITÉ FISCALES ET SOCIALES.....	29
<b>ARTICLE 25. SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 26. RÉSILIATION.....</b>	<b>30</b>
26.1 CONDITIONS DE RESILIATION .....	30
26.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	30
<b>ARTICLE 27. RÈGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>30</b>



## **ARTICLE 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

### **1.1 OBJET DU MARCHÉ**

Le marché régi par le présent CCAP est un marché relatif au réaménagement de la bibliothèque de l'ENSAI, salle de lecture existante au niveau 1 située - Campus de Ker Lann – 51 rue Blaise Pascal – 35170 BRUZ, dont les spécifications sont décrites au CCTP GENES2025-P05.

### **1.2 LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Les travaux sont à exécuter sur le lieu suivant : bibliothèque de l'ENSAI, salle de lecture, niveau 1 située - Campus de Ker Lann – 51 rue Blaise Pascal – 35170 BRUZ

### **1.3 FORME DU MARCHÉ**

Le marché est passé en application des dispositions des articles R2123-1 à 2123-5 du code de la commande publique.

### **1.4 ALLOTISSEMENT**

Les travaux sont répartis en 6 lots traités par marchés séparés désignés ci-après :

- Lot 1 : Cloisons sèches, faux plafonds,
- Lot 2 : menuiseries intérieures bois, agencement,
- Lot 3 : revêtements de sols, faïence,
- Lot 4 : peinture, revêtements muraux,
- Lot 5 : chauffage, ventilation, plomberie sanitaire,
- Lot 6 : électricité CFO, CFA.

### **1.5 PHASAGE**

Sans objet

### **1.6 TRANCHES OPTIONNELLES**

Sans objet

## **ARTICLE 2. REPRÉSENTATION DES PARTIES**

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-TVX, dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à l'engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-TVX, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

## **ARTICLE 3. MONTANT DU MARCHÉ**

Le montant total de chacun des lots du marché est fixé à la somme indiquée à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Il restera en vigueur jusqu'à parfaite exécution par les parties de leurs obligations respectives.

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

Un calendrier est joint en annexe 1 au présent CCAP (à actualiser en fonction de la date de démarrage des travaux).

### **4.1 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots :

La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre

La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article 21.1 du présent CCAP.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire(s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots défini à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par un ordre de service à tous les entrepreneurs.

### **4.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

Dans le cas :

- d'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- d'une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- d'un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché ;

Les dispositions de l'article 18.2 du CCAG-TVX sont seules applicables.  
Il n'est pas prévu de dispositions relatives à la prolongation des délais pour intempéries.

## ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT

Les travaux sont répartis en 6 lots traités par marchés séparés désignés ci-après :

- Lot 1 : Cloisons sèches, faux plafonds,
- Lot 2 : menuiseries intérieures bois, agencement,
- Lot 3 : revêtements de sols, faïence,
- Lot 4 : peinture, revêtements muraux,
- Lot 5 : chauffage, ventilation, plomberie sanitaire,
- Lot 6 : électricité courant fort, courant faible.

Chaque lot est attribuable séparément.

## ARTICLE 6. PIÈCES CONTRACTUELLES

Il est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissant, pour chaque lot :

- l'acte d'engagement et ses annexes pour chaque lot ;
- le présent CCAP commun aux 6 lots et son annexe « calendrier » ;
- le CCTP du lot et ses annexes et le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le devis détaillé de l'attributaire pour chaque lot annexé au marché, à titre de détail de prix ;
- le calendrier détaillé d'exécution ;
- les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des charges des documents techniques unifiés (DTU) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le PGC.

Toute clause portée dans le(s) catalogues, tarifs(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 7. INTERVENANTS EXTERNES

### 7.1 MAITRISE D'ŒUVRE

Les fonctions de maître d'œuvre, externes au pouvoir adjudicateur, sont assurées par CIRTEC.

Organisme	Elément de mission
<b>CIRTEC</b> 7 Rue d'Ouessant 35760 SAINT-GRÉGOIRE	Maitrise d'oeuvre



Le maître d'œuvre est chargé des éléments de mission suivants :

- Des études de diagnostic
- Des études d'avant-projet sommaire ;
- Des études avant-projet définitif ;
- Des études de projet ;
- De l'assistance à la passation des contrats de travaux ;
- Des études d'exécution ;
- De la direction de l'exécution des travaux ;
- De l'assistance aux opérations de réception des travaux.
- De l'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux.

## **7.2 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER**

L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination du Chantier sont assurés par le maître d'œuvre. Les représentants du Maître d'ouvrage, M. Alain SIMON – ENSAI et Mme Séverine DELAMARE – GENES assisteront aux réunions de chantier et auront accès au chantier.

## **7.3 CONTROLE TECHNIQUE**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par : BTP Consultants.

Les missions confiées par le pouvoir adjudicateur au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements neufs indissociables
- LE : Solidité des existants
- SEI : Sécurité des personnes dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur
- HAND : Accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

## **7.4 HYGIENE ET SECURITE**

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la Catégorie 2 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à :

Pour les phases étude et travaux : BTP Consultants

## **ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE**

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles des articles R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-TVX.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-TVX, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 15 du présent CCAP, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

## **ARTICLE 9. ORDRES DE SERVICES**

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-TVX, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre puis transmis au maître d'ouvrage pour notification au titulaire.

## **ARTICLE 10. ÉTUDES D'EXECUTION**

Les études d'exécutions des ouvrages des différents lots seront exécutées par les entrepreneurs ; elles seront visées par le maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

- Lot n°01 - se conformer au CCTP
- Lot n°02 - se conformer au CCTP
- Lot n°03 - se conformer au CCTP
- Lot n°04 - se conformer au CCTP
- Lot n°05 - se conformer au CCTP
- Lot n°06 - se conformer au CCTP

## **ARTICLE 11. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## **ARTICLE 12. MODALITES, FORMATS ET CARACTERISTIQUES DES DOCUMENTS**

Conformément à l'article 29.1 du CCAG-TVX, tous les documents transmis pendant l'exécution du marché, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques.

## **ARTICLE 13. MODIFICATIONS DU MARCHE ET TRAVAUX MODIFICATIFS**

Le marché peut être modifié par la conclusion d'avenants dans les cas listés aux articles R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Il sera fait application des dispositions de l'article 15 du CCAG-TVX.

La réalisation d'ouvrages ou de travaux non prévus par le marché est décidée par ordre de service délivré par le maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu d'établir un devis à chaque demande expresse de la maîtrise d'œuvre dans un délai de 10 jours, quel que soit le nombre de devis déjà établis, et indépendamment du nombre de commandes reçues. En cas de non-respect de ce délai, il sera fait application des retenues et pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.

Les prix provisoires sont établis au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire.

## **ARTICLE 14. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage. En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 15. PENALITES ET RETENUES**

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard, de l'absence ou du manquement par le prestataire. Les samedis, dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

L'application des pénalités fera l'objet d'une mise en demeure qui s'appliquera à compter de la notification du décompte des pénalités par le pouvoir adjudicateur (faisant apparaître le montant détaillé des pénalités et leurs modalités de calcul). Le titulaire dispose d'un délai de sept jours pour présenter

ses observations par écrit au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le silence du titulaire vaut acceptation des pénalités..

Le montant total des pénalités est plafonné à 20 % du montant du marché ou du lot concerné.

Il est dérogé à l'article 20.1 du CCAG-TVX comme suit :

### **15.1 PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXECUTION**

Par dérogation à l'article 20 du CCA-TVX, en cas de retard dans l'exécution des travaux il sera appliqué une pénalité en appliquant la formule suivante  $P = (V \times R) / 100$  sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable.

P : Montant des pénalités

V : Valeur des prestations du Lot

R : Nombre de jours de retard.

### **15.2 PÉNALITÉS POUR ABSENCE AUX RÉUNIONS DE CHANTIER**

L'entrepreneur est tenu d'assister ou de se faire représenter, pendant toute la durée des travaux, aux rendez-vous de chantier qui ont lieu aux emplacements, jour et heure fixés par le maître d'ouvrage et/ou maître d'œuvre, sur simple convocation.

Il est précisé que les représentants de l'entrepreneur devront être qualifiés et habilités à prendre toutes décisions, même financière. En outre, ils devront être agréés par le maître d'ouvrage.

Il sera appliqué une pénalité de 500 € pour chaque absence constatée ou retard de plus de 30 minutes. Toutefois, elle peut ne pas être appliquée si une justification valable est fournie au maître d'ouvrage, au plus tard 48 heures suivant le rendez-vous.

### **15.3 PÉNALITÉ POUR RETARD DANS LA REMISE DES PIÈCES INCOMBANT À L'ENTREPRISE**

En cas de retard dans la communication des renseignements et pièces (période de préparation, exécution, comptes rendus de chantier), sur simple constatation du maître d'ouvrage il sera appliqué une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

### **15.4 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

En cas de retard dans la remise des D.O.E et D.I.U.O, des plans, des notices techniques, des procès-verbaux et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément au CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

### **15.5 PENALITE POUR LA NON EVACUATION DES DECHETS ET/OU LA MISE EN COMMUNE DES BENNES DE CHANTIER**

Chaque titulaire de lot est responsable de l'évacuation des déchets et/ou gravois qu'il produit dans le cadre de ses travaux respectifs. Ces déchets devront être collectés et évacués de manière quotidienne sans qu'aucun rappel ne soit porté à l'attention des entreprises.

D'autre part, les bennes de chantier ne seront pas communes.

Faute par l'entreprise concernée de satisfaire dans un délai d'une journée à compter de sa mise en demeure visant au respect de cette obligation et formulée par le maître d'ouvrage, il lui sera appliqué, dès dépassement du délai susvisé, une pénalité journalière de 500 €.

En outre, indépendamment des pénalités appliquées, le maître d'ouvrage se réserve, passé ce délai, la possibilité de faire procéder immédiatement, aux frais et risques du titulaire du présent marché, au nettoyage du chantier, des abords et des voies de circulation par une entreprise tierce.

#### **15.6 PENALITES POUR RETARD DANS LE REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER**

A la fin des travaux, dans un délai de 8 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure par ordre de service, dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-TVX sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

#### **15.7 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS APRES EXECUTION**

Une pénalité en cas de retard dans la transmission des documents remis après exécution sera appliquée. Elle est de 150 € par jour de retard.

#### **15.8 PENALITES POUR NON MISE EN APPLICATION DES CONSIGNES DONNEES PAR LE COORDONNATEUR S.P.S**

En cas de constatation de la non-exécution dans les 24h00 des indications consignées dans le registre journal par le Coordonnateur, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

#### **15.9 PENALITE RELATIVE A LA NON REMISE HEBDOMADAIRE DES BORDEREAUX DE DECHETS (BSD ET BSDA)**

En cas de non remise hebdomadaire des bordereaux de déchets au maître d'ouvrage le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

#### **15.10 PENALITES POUR ABSENCE DE BADGE**

En cas de non-respect des dispositions du PPSPS de l'entreprise, une pénalité de 100 € par infraction constatée sera appliquée sur simple constatation du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage.

#### **15.11 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL**

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10% du montant HT du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

#### **15.12 PENALITES POUR INFRACTIONS AUX DISPOSITIONS DE SECURITE**

Pour tout défaut de protection de chantier, la pénalité s'élève à 200 € par infraction.

Le titulaire se doit d'appliquer du Code du travail « dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiments et de génie civil » :

- article R 4121-1 (et suivants) : obligation pour l'employeur d'établir un document unique d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs,
- article R.4323-95 du Code du Travail : fourniture à titre gratuit des Equipements de Protection Individuelle, par l'employeur.

## ARTICLE 16. PRIX ET VARIATION DES PRIX

Les prix sont forfaitaires, définitifs et actualisables.

Les prix du marché sont mentionnés hors TVA.

Les prix sont établis :

- en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG-TVX ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus ;
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées à l'article 16.3 ci-après ;

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCA-TVX.

### 16.1 ACTUALISATION DES PRIX

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations fixée par l'ordre de service de démarrage du délai d'exécution des travaux, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante :

$$P = P_o \times I (m - 3) / I_o$$

$I_o$  est l'index de référence défini ci-dessous de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

$I_m - 3$  est l'index de référence défini ci-dessous de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

En cas de passation d'un avenant, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TVX, les prix mentionnés dans l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause d'actualisation ci-dessus s'appliquera lorsqu'un délai de trois mois se sera écoulé entre la date de début d'exécution des prestations de l'avenant et la date de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

Pour l'application de la formule ci-dessus, le  $I_o$  sera l'index de référence de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'avenant.

Les index nationaux  $I$  de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux - pour chacun des lots - sont les suivants :

LOT	INDEX
LOT N°1 – CLOISONS SECHES - FAUX PLAFONDS	100% BT01
LOT N°2 – MENUISERIES INTERIEURES BOIS - AGENCEMENT	100% BT01

LOT N°3 – REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE	100% BT01
LOT N°4 – PEINTURES – REVETEMENTS MURAUX	100% BT46
LOT N°5 – CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE SANITAIRE	100% BT01
LOT N°6 – ELECTRICITE - CHAUFFAGE	100% BT47

Ces indices sont publiés au bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des travaux publics.

## 16.2 DECOMPOSITION OU SOUS-DETAIL SUPPLEMENTAIRE

Une décomposition du prix global et forfaitaire pourra être demandée en cours d'exécution du marché dans les conditions prévues par l'article 10.3.4 du CCAG-TVX.

## 16.3 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

- A - Dépenses d'équipement de chantier
- *A.1. Prestations extérieures aux bâtiments*

Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputées exister et être utilisables.

Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux (clôtures, aires de stockage, panneaux de chantier, bureau de chantier, installations communes d'hygiène et repli des installations) sont à la charge du lot n° 1.

Ces dispositions sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

- *A.2. Equipement des bâtiments proprement dits*
  - o **A.2.1. Cas général**

Les installations existantes sont réputées utilisables.

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et des installations que les entrepreneurs ne sont pas autorisés à utiliser. Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complètes, chaque corps d'état prendra en charge la partie de prestation relevant de son lot.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

Dans les cas où les prestations indiquées dans les paragraphes ci-dessus ne relèvent d'aucun lot intervenant sur le chantier, elles sont exécutées au titre du compte prorata.

- o **A.2.2. Cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier**

Chaque entrepreneur fournit et met en place les dispositifs de sécurité afférents aux travaux qu'il exécute.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle, ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

- *A.3. Entretien*
  - o **A.3.1. Installations existantes, mises à disposition des entreprises**

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à la disposition des entreprises sont portées au débit du compte prorata.

- **A.3.2. Installations provisoires mises en place par les entreprises**

Le maintien en état de fonctionnement des installations citées aux A.1 et A.2 ci-dessus, est effectué et pris en charge par l'entreprise qui les a réalisées.

- B - Dépenses de fonctionnement

- *B.1. Dépenses de consommation*

- **B.1.1. Dépenses réalisées à partir des installations existantes mises à la disposition des entreprises par le pouvoir adjudicateur**

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies nécessaires aux installations de chantier sont portées au débit du compte prorata.

- **B.1.2. Dépenses réalisées à partir des installations provisoires mises en place par les entreprises**

Les consommations téléphoniques sont mises à la charge des entreprises utilisatrices.

Les dépenses de fluides et d'énergies nécessaires aux épreuves ou essais sont facturées à l'entrepreneur du lot qui a fait l'objet des épreuves ou essais.

Les autres dépenses sont portées au débit du compte prorata.

- *B.2. Dépenses d'exploitation*

Sauf accord différent entre les entrepreneurs, ces dépenses (essentiellement nettoyage du bureau de chantier, des installations communes d'hygiène, réparation ou remplacement de fournitures ou parties d'ouvrage détériorées ou détournées lorsque le responsable ne peut être déterminé, gardiennage, évacuation de déchets ...) sont portées au débit du compte prorata.

- *B.3. Prestations diverses*

Les trous, scellements et raccords, nettoyage et remise en état sont exécutés ou pris en charge par chaque entrepreneur des divers corps d'état intéressés.

Lorsque le chauffage du chantier est nécessaire à la bonne exécution des travaux, les frais afférents font l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le pouvoir adjudicateur et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés.

L'évacuation des déblais, gravois de structure, déchets et emballages, matériaux et matériels résultant des démolitions sont enlevés et évacués aux décharges publiques par les soins et aux frais de l'entrepreneur chargé du lot concerné.

- C - Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun, notamment pour le nettoyage en fin de chantier, qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et CCAP et qui ne sont pas affectées par les dispositions qui précèdent, sont inscrites à un compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par les entrepreneurs. Ce compte est d'un montant équivalent à 5% du montant global des travaux.

L'entrepreneur titulaire du lot n° 1 procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa; mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.



## **ARTICLE 17. CONDITIONS DE RÈGLEMENT**

### **17.1 AVANCE**

Sous réserve des conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs à 50 000 €HT si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

En complément du présent CCAP, l'acte d'engagement détermine le droit à l'avance, le montant de l'avance et le délai de paiement de l'avance.

Le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

#### **- Les avances versées aux sous-traitants**

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial du marché relevant du sous-traitant, toutes taxes comprises. Les modalités de paiement et de remboursement de l'avance sont similaires à celles fixées aux articles 17.1.1 et 17.1.2 du présent CCAP.

#### **17.1.1 Modalités de règlement de l'avance**

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

#### **17.1.2 Modalités de résorption de l'avance**

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

### **17.2 RÈGLEMENT DES COMPTES**

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé conformément au CCAG-TVX.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

### **17.3 DEMANDES DE PAIEMENT**

#### **17.3.1 Demande de paiement d'acomptes**

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-TVX, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître d'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

### **17.3.2 Demande de paiement finale**

En application de l'article 12.3.2 du CCAG-TVX, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

### **17.3.3 Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer**

Les demandes de paiement devront s'effectuer à l'adresse suivante :

à [budget@ensai.fr](mailto:budget@ensai.fr) - [geraldine.jahyny@ensai.fr](mailto:geraldine.jahyny@ensai.fr) – Géraldine JAHYNY

et Alain SIMON – [alain.simon@ensai.fr](mailto:alain.simon@ensai.fr)

### **17.3.4 Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct**

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R2193-10 et suivants du code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

## **17.4 DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES**

Pour chaque élément de mission, suite à la réception de la demande de paiement correspondante, les acomptes sont payés dans les conditions spécifiées à l'article 17.3.1 du présent CCAP ainsi que les décomptes partiels définitifs consécutifs à la réception d'un élément d'étude par le pouvoir adjudicateur. Ces délais ne peuvent être suspendus qu'une seule fois et par envoi au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, des pénalités seront appliquées au montant hors taxe de la facture dans le cas où le paiement (de tout ou partie d'une somme) ne serait pas intervenu dans le délai de règlement fixé par le présent marché. Ces pénalités de retard sont égales au taux de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts

moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Elles commenceront à courir, sans mise en demeure préalable du débiteur, dès l'expiration dudit délai visé par les présentes.

En outre, en cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera redevable de plein droit, à l'égard du titulaire, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant, fixé par décret, est égal à 40 euros.

## **17.5 REGLEMENT DES PRIX DES OUVRAGES OU DES TRAVAUX NON PREVUS**

Les travaux en supplément et ceux en réduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG-TVX.

Le titulaire est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou prévisions de prix qui lui seront demandées par le maître d'œuvre dans le cadre des travaux. Le titulaire ne peut prétendre à indemnités si ses études et devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire ou aucune modification de prestation ne donnera lieu à indemnités pour études supplémentaires, quels qu'en soient les modifications et l'étendue.

## **17.6 MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION**

Les factures sont déposées sur le portail de facturation Chorus Pro.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

### **- Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

### **- Mode service ou API (Application Programming Interface) :**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### **- Mode EDI (Échange de données informatisées) :**

Envoi des factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Prérequis techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Lors du dépôt de sa facture dans chorus-pro, le titulaire doit saisir les renseignements suivants :

- le destinataire est-il un service de L'État ? : cocher "oui" (si non, saisir le SIRET :.....) ;
- n° d'engagement : saisir le numéro de marché pour les factures relatives au forfait ou pour une facture relative à un bon de commande, le numéro du bon de commande).

Les factures précisent :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro Siret ou Siren ;
- le code APE ;
- les références du marché ;
- les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- le numéro de bon de commande et les références de l'engagement juridique ;
- le libellé et le détail des prestations concernées ;
- la période facturée avec mention des dates précises de début et de fin.

Toute facture ne comportant pas les informations mentionnées ci-dessus et/ ou non accompagnées des pièces justificatives sera rejetée.

Le titulaire s'engage à signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute modification de ses coordonnées bancaires ou de celles de ses sous-traitants et joindra un nouveau relevé d'identité bancaire comportant le logo de la banque.

## **ARTICLE 18. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE**

### **18.1 RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque demande de paiement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

### **18.2 ASSURANCES**

#### **18.2.1 Assurance de responsabilité**

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché, conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier, ...) elles devront être transmises dans le délai de quinze jours de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

- *Assurance de responsabilité civile*

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, de la signature du marché, puis en cours d'exécution des travaux si le chantier dure plus d'une année civile qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

*1) Responsabilité civile en cours de travaux*

Entreprises :

Lot 1 (montant de garantie par sinistre)

Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 500 000 €

Immatériels purs ou non consécutifs : 1 000 000 €

Lot 2 (montant de garantie par sinistre)

Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 500 000 €

Immatériels purs ou non consécutifs : 1 000 000 €

Lot 3 (montant de garantie par sinistre)

Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 500 000 €

Immatériels purs ou non consécutifs : 1 000 000 €

Lot 4 (montant de garantie par sinistre)

Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 500 000 €

Immatériels purs ou non consécutifs : 1 000 000 €

*2) Responsabilité civile Après Travaux*

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 1 000 000 € par année d'assurance.

*3) Justificatifs d'assurance*

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

- *Assurance de responsabilité civile décennale*

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et leur sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

### **18.2.2 Dispositions diverses**

#### **- Absence ou insuffisance de garantie du titulaire :**

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

#### **- Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage :**

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

#### **- Sinistres :**

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## **ARTICLE 19. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

### **19.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur.

L'entrepreneur est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

## **19.2 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **19.2.1 Vérifications, essais et épreuves sur le chantier**

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG-TVX concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent marché, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

### **19.2.2 Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier**

Le CCTP précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 20. IMPLANTATION DES OUVRAGES - PIQUETAGE**

### **20.1 IMPLANTATIONS DES OUVRAGES**

En complément de l'article 27 du CCAG-TVX et par dérogation à l'article 27.3, les dispositions suivantes s'appliquent.

Chaque entrepreneur est également responsable de l'exactitude de la position, des niveaux, des cotes et de l'alignement de toutes les parties des ouvrages et de la fourniture de tous les instruments, matériaux et main d'œuvre nécessaires y afférents.

Avant de commencer tout ouvrage sur le site, l'entrepreneur vérifie l'exactitude, la position, les niveaux, les cotes et l'alignement de tous les ouvrages en place exécutés par d'autres entreprises, auxquels ses ouvrages sont attenants ou dont ils dépendent.

Toutes différences ou écarts constatés dans les ouvrages exécutés par d'autres entreprises, qui peuvent affecter la bonne exécution des ouvrages, sont immédiatement signalés par écrit au maître d'œuvre.

Si à un moment quelconque pendant l'avancement des ouvrages, une erreur est constatée ou se produit dans la position, les élévations, les cotes ou l'alignement de l'une quelconque des parties des ouvrages, l'entrepreneur y remédie jusqu'à la satisfaction du maître d'œuvre.

La vérification de côtes, d'alignements et d'élévations par le maître d'œuvre, ne dégage en aucun cas l'entrepreneur de sa responsabilité d'en vérifier l'exactitude.

### **20.2 PIQUETAGE GENERAL**

Sans objet.

### **20.3 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES**

Sans objet.

## **ARTICLE 21. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **21.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Il est prévu une période de préparation pour chacun des lots.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TVX, sa durée est de 3 semaines à compter du début de ce délai d'exécution.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- *Par les soins du maître d'œuvre :*

Etablissement par le Maître d'œuvre des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-TVX.

- *Par les soins du responsable de l'ordonnancement, la coordination, et le pilotage du chantier :*

Elaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution.

- *Par les soins des entrepreneurs :*

Etablissement par les entrepreneurs sous la coordination du responsable OPC et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux dans le délai de 15 jours maximum suivant la notification du marché (dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG-TVX). Il est accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.

Etablissement d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.

Etablissement d'un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité et remise au maître d'œuvre, qui le vise. Les dispositions de ce plan sont de la responsabilité du titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.

Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

**Les PPSPS sont fournis au coordonnateur SPS 20 jours avant l'intervention des entreprises telle que précisée par le calendrier d'exécution.**

Exécution des Voies et Réseaux Divers du chantier (VRD), prévus par la section 7 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à la Sécurité et la Protection de la Santé.

### **21.2 DECOUVERTE DE RESEAUX MAL CONNUS OU MAL REPERTORIES**

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés ou branchement non affleurant, le titulaire ne subira pas de préjudice et pourra être indemnisé des frais réels occasionnés par cet arrêt sur présentation de tous justificatifs demandés par le pouvoir adjudicateur.

### **21.3 MESURE D'ORDRE SOCIAL – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE**

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG-TVX.



## **21.4 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS**

### **21.4.1 Emplacement des installations de chantier**

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

### **21.4.2 Laboratoire et bureau du chantier**

L'entrepreneur aura la charge d'installer :

- un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP.
- un bureau avec téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, ce local devant être meublé, éclairé et chauffé. Le bureau doit disposer d'une ligne téléphonique ainsi que d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions. L'ENSAI mettra à disposition un local adapté aux demandes du Maître d'œuvre et du CSPS

### **21.4.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale**

Sans objet.

### **21.4.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-TVX. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3 et L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du code du travail.

#### **- Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

#### **- Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail**

Un collège interentreprises n'est pas prévu.

#### **- Voies et réseaux divers**

En application des articles R. 4533-1 et suivants du code du travail, lorsqu'un chantier excède un coût de 760 000 euros, le maître d'ouvrage prévoit une voie d'accès au chantier, ainsi que le raccordement à

des réseaux de distribution électrique et d'eau potable ; il prévoit aussi l'évacuation des matières usées conformément aux règlements sanitaires.

A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées, à la demande du maître d'ouvrage par le Directeur départemental du travail et de la main d'œuvre, sous réserve de la mise en œuvre de mesures compensatrices d'hygiène et de sécurité.

#### **21.4.5 Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu conformément à l'article 28.5 du CCAG-TVX.

Le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement, signera les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

### **21.5 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (SPS)**

#### **21.5.1 Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

#### **21.5.2 Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### **21.5.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

#### **21.5.4 Obligations du titulaire**

- *Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :*

Le Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le PPSPS devra être transmis par le titulaire au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à 76 du code du travail **dans un délai de 20 jours** après la notification du marché. En cas d'entreprise intervenant seule, le Plan particulier est transmis au maître d'ouvrage.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter

- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au pouvoir adjudicateur.

#### **21.5.5 Plan Général de Coordination**

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

#### **21.5.6 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

### **21.6 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

#### **21.6.1 Principes généraux :**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux objets du marché est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

#### **21.6.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier**

Conformément à l'article 36.2 du CCA-TVX, afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG-TVX.

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent, en sus des emplacements que le maître d'ouvrage met éventuellement à sa disposition comme lieux de dépôt définitifs ou provisoires. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'œuvre, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

## **ARTICLE 22. CONTROLES, RECEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIE**

### **22.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus par le(s) CCTP.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

### **22.2 RECEPTION DES TRAVAUX**

La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

La procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, dans les conditions définies à l'article 41 du CCA-TVX.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou matériaux de démolition.

Une réunion finale sera tenue à l'issue des travaux pendant laquelle un bilan des opérations sera fait. Elle se déroulera en présence des entrepreneurs et du maître d'œuvre.

La réception des travaux sera réalisée au plus tard une semaine après l'achèvement de la totalité du chantier et remise en état des lieux. En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée qu'à la condition que la remise en état soit faite sans réserve de la part du maître d'œuvre.

### **22.3 LEVEES DE RESERVES**

La levée des réserves devra être effectuée dans le délai prescrit par le maître d'œuvre.

### **22.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, l'ensemble des documents mentionnés au CCTP du lot et constitutifs du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). Il remet également l'ensemble des documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieur sur les Ouvrages (DIUO).

### **22.5 GARANTIE(S)**

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG-TVX.

## **22.6 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage pourra le mettre en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si le titulaire n'a pas exécuté les travaux dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage pourra, en tant que de besoin, faire intervenir ses ouvriers de régie ou commander les travaux à une entreprise de son choix aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-TVX, le délai pour le dégagement, l'enlèvement des matériaux refusés, l'enlèvement des dépôts hors emplacements autorisés, le nettoyage et la remise en état des lieux est fixé à 48 heures, après mise en demeure. A l'issue de ce délai les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit à la décharge publique, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

## **ARTICLE 23. REGLEMENT INTERIEUR**

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Lorsque la nature des prestations exécutées suppose la présence du personnel du titulaire dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire fait le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans lesdits locaux, et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au titulaire de les communiquer à son personnel.

Tout personnel du titulaire se présentera muni d'une pièce d'identité.

## **ARTICLE 24. NANTISSEMENT**

En cas de cession ou de nantissement de la créance résultant du présent acte dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique, la directrice générale du Genes est habilitée à délivrer l'exemplaire unique destiné à fournir aux bénéficiaires des nantissemements ou subrogation, les renseignements et états prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique.

### **24.1 ATTESTATIONS DE RÉGULARITÉ FISCALES ET SOCIALES**

Afin de prouver pendant toute la durée du marché qu'il exerce son activité en toute régularité, le titulaire doit remettre lors de la notification du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 à 5 du code du travail.

## **ARTICLE 25. SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des bons de commande dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer par le Genes ses conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-3 du code de la commande publique.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de

réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En application de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## **ARTICLE 26. RESILIATION**

### **26.1 CONDITIONS DE RESILIATION**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-TVX. En complément des causes de résiliation pour faute du titulaire défini à l'article 49 du CCAG-TVX, le marché est résilié sans préavis et aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.324-4 ou R.324-7 du code du travail.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

### **26.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 27. RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Versailles est compétent en la matière.

**Tribunal administratif de Versailles**

**56, Avenue de Saint-Cloud**

**78011 Versailles Cedex**

Téléphone : 01 39 20 54 00  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)  
Adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

## ARTICLE 28. DEROGATIONS AU CCAG

Article CCAP	Objet	Article CCAG-TVX
Article 9	Ordres de services	Article 3.8
Article 15	Pénalités	Article 20
Article 16	Actualisation des prix	Article 14
Article 17	Demande de paiement	Article 12
Article 20	Implantation des ouvrages	Article 27
Article 21	Période de préparation	Article 28
Article 22	Exécution aux frais et risques du titulaire	Article 37